

## Consultation publique relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

### -- Réponse d'Adisseo --

**Question 1 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

ADISSEO est en phase avec l'analyse de la CRE.

**Question 2 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

Nous souscrivons assez globalement aux analyses de la CRE relatifs à l'étude Pöyry.

- En matière de résultats quantitatifs (chiffage des gains potentiels) : nous approuvons effectivement les 2 méthodes utilisées, dont les résultats assez concordant confirment la pertinence. Le scénario « golden age of gas » semblant encore bien loin, la VAN négative qu'il dégage apparemment ne doit pas nous empêcher d'aller de l'avant, c'est-à-dire de réaliser au plus vite les investissements « Val de Saône » et « Gascogne-Midi ».

- En matière de résultats qualitatifs, ADISSEO souscrit bien évidemment pleinement aux gains identifiés. Pöyry a eu bien raison de les mettre en avant, cependant *on peut simplement regretter la place somme toute assez mineure qui est faite aux gains « socio-économiques »*. En effet il ne s'agit pas de gains « annexes » (plus ou moins facultatifs), mais d'emploi dans l'industrie manufacturière, en amont de vraies filières, sans laquelle la France risque de voir son taux de chômage se détériorer encore gravement.

**En particulier Adisseo, malgré une consommation annuelle supérieure à 1 TWh en zone sud s'est vu refuser le statut de gazo intensif du fait d'une période d'observation inadaptée à notre situation d'entreprise cyclique. Pourtant, certaines de nos activités sont très fragiles économiquement, ne dégagent pas de bénéfice et ont donc à présent besoin impérativement d'un soutien fort des pouvoirs publics par des mesures éradiquant toute nouvelle source de distorsion de marché ou d'incertitude dans le sud, a fortiori si elle devait durer jusqu'à 2018-2019...**

Nous appuyons enfin fortement la position de la CRE quant aux niveaux de prix comparables dont doivent pouvoir bénéficier, et sur tout le territoire français, les consommateurs domestiques d'une part et les nombreux consommateurs prochainement sortis des tarifs régulés entre la fin 2014 et la fin 2015. Faute d'assurer cette équité, il y aurait fort à parier que ce serait un thème d'incompréhension nationale (inutile à l'aube des échéances électorales des années à venir).

**Question 3 :** Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

ADISSEO partage pleinement l'analyse de la CRE concernant les gains avérés pour la péninsule ibérique (et redémontrés chaque jour par la tension du marché dans la moitié sud induite entre autres par l'export vers l'Espagne). En cela est pleinement légitime la demande de GRTgaz de partage de l'investissement « Val de Saône » avec la péninsule, et nous recommandons d'ailleurs d'associer plus directement le Portugal également en temps que bénéficiaire, donc en temps que contributeur.

**Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

En ce qui concerne l'augmentation de capacité Nord-Sud, ADISSEO prend fermement position en faveur de cet investissement d'avenir, et redemande l'activation d'une *procédure accélérée pour toutes les étapes de la réalisation*. Compte-tenu de la situation potentiellement dramatique pour une partie de l'industrie de la moitié sud, déjà ébranlée par les perspectives induites par la révolution des gaz de schistes américains (prix USA du gaz 3 fois moindre qu'en Europe), il est indispensable que les GRT fassent preuve d'innovation pour accélérer la réalisation, tant pour les procédures administratives (point évoqué en table ronde du 27 Février au MEDDE) que pour les étapes techniques.

Sur le choix entre les variantes Gascogne-Midi et Eridan, ADISSEO pense dans les circonstances actuelles que, au-delà du coût du projet, le critère principal de choix doit être la rapidité de réalisation. ADISSEO recommande donc que la CRE vérifie dûment quels sont les dates réalistes de mises en service finales des 2 projets, avec les étapes intermédiaires éventuelles qui pourraient permettre de commencer à réduire la congestion Nord->Sud.

ADISSEO indique également que les investissements devraient être décidés rapidement même s'il subsiste éventuellement encore des incertitudes à moyen ou long terme sur le marché du GNL (il en existera toujours!). En effet, la persistance au sud d'une zone de marché de taille réduite (avec une liquidité et une profondeur de marché trop faibles, potentiellement déconnectée des grandes zones de marché du nord de l'Europe et donc très sensible à tout événement dans le monde affectant le marché du GNL), représente une menace forte susceptible de maintenir le découragement des investisseurs dans les industries fortement exposées.

En ce qui concerne la création de la place de marché unique en France, il semble par conséquent inconcevable à ADISSEO d'attendre le terme final de la réalisation de l'investissement Nord-Sud, d'autant plus qu'est quasiment acquis un dérapage des travaux jusqu'à 2019 ! Encore une fois, ne pas annoncer raisonnablement rapidement une décision d'anticipation de la fusion Nord-Sud aurait un effet désastreux nos activités et nos investissements.

**Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?**

Tout d'abord, il nous semble important que tous les acteurs du système gazier français prennent bonne note des analyses écrites de la CRE qui rappelle opportunément que « *la zone Sud (...) dépend, pour environ la moitié de son approvisionnement, du GNL* », qui estime par ailleurs « *souhaitable (...) de prendre des mesures pour réduire dès que possible les effets du désavantage structurel auquel est confrontée la zone sud* », et qui conclue enfin que « *d'autres mesures doivent être envisagées pendant la période transitoire jusqu'en 2018* ».

Ceci dit, pour ce qui est de la proposition d'une fusion anticipée des zones Nord et Sud sans attendre la mise en service des investissements de réseau, ADISSEO y est effectivement favorable mais dans la mesure où cela permettra de péréquater les surcoûts des dispositifs transitoires nécessaires. Pour ADISSEO, en effet, les 1<sup>ères</sup> mesures à prendre doivent absolument être centrées sur un retour à niveau raisonnable du GNL émis en zone Sud, à titre transitoire pour les 4 à 5 années à venir, via essentiellement des obligations réglementaires d'importation. Une récente étude juridique réalisée par l'Uniden a été remise aux pouvoirs publics, démontrant qu'il n'y avait pas d'obstacle de principe et que la solution pour un tel dispositif transitoire semblait être un Décret en Conseil d'Etat.

Donc au cas où une fusion ne serait pas possible dès le 1<sup>er</sup> Avril 2015, ADISSEO demande en tout état de cause que des mesures transitoires soit prises rapidement afin de permettre la réalimentation du marché dans le sud de la France, et ainsi le retour à des conditions économiques moins inacceptables pour les consommateurs du sud.

**Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?**

La fusion anticipée, ou les mesures transitoires nécessaires pendant la période précédant la fusion anticipée, devront probablement être basées sur une combinaison de plusieurs mesures. Cependant ADISSEO, refusant l'idée que les sites industriels restent la « variable d'ajustement » du système gazier français qu'ils sont devenus (en particulier pour pouvoir assurer les OSP, risque qui est déjà couvert financièrement dans les TRV), réaffirme qu'il est indispensable d'arrêter la réduction des imports de GNL et au contraire de les réaugmenter. Bien entendu dans les circonstances actuelles il devra être évité tout effet d'aubaine dans le dispositif mis en place (du type détournements ou rechargement opportunistes de GNL induits par une fusion anticipée qui serait insuffisamment encadrée --par des mesures réglementaires et régulées appropriées--). La 1<sup>ère</sup> priorité est donc de s'appuyer avant tout sur des obligations de flux de GNL Nous comprenons ainsi que le plus simple serait de commencer prioritairement par définir par Décret en Conseil d'Etat un volume annuel minimal nécessaire de GNL sous forme d'obligation d'émission dans les terminaux gaziers (probablement par proportion à la partie OSP-MIG du portefeuille des fournisseurs). En pratique l'importation/émission pourrait être « techniquement » répartie entre les quelques détenteurs de capacités de regazéification par souci de simplification pratique (car mesure transitoire). Au-delà, une péréquation pourrait être imaginée si jugé nécessaire pour la prise en charge du surcoût associé : comme structurellement le réseau français de pipelines a été prévu pour acheminer en continu du Nord vers le Sud le « bas de courbe » de consommation du pays, et que le « haut de courbe » (climatique) est constitué majoritairement du GNL stocké en été/demi-saison pour être repris en hiver, la demande de ADISSEO est que, le cas échéant, ce soit le portefeuille d'OSP-MIG de tous les fournisseurs qui soit l'assiette de redistribution des coûts de ces « obligations transitoires de GNL ». Bien entendu pour éviter les effets d'aubaine, comme déjà évoqué, les volumes de GNL éventuellement rechargés ne participeraient pas à l'« obligation » annuelle d'un acteur détenteur de capacités de regazéification.

D'autre part, comme il est probable que l'obligation ci-dessus ne permettra à elle seule de rétablir un approvisionnement suffisant des zones Sud, il est indispensable de préparer dès maintenant l'organisation d'« engagements de flux », probablement prise en charge par les gestionnaires de réseaux, et rémunérés suivant une procédure de péréquation nationale. Ces engagements de flux devront avoir pour objectif de rétablir un niveau d'approvisionnement global des zones sud proche de celui qui était mesuré avant l'accident de Fukushima. Ils pourront prendre plusieurs forme : l'importation de GNL (ou des engagements de flux aux frontières, notamment Espagnole) en association à des achats de nominations Sud->Nord, ceci afin de maximiser la capacité physique effectivement disponible entre les zones Nord et Sud. En effet ADISSEO tient à rappeler que, pour une capacité théorique maximale de la liaison Nord-Sud évaluée par GRT gaz à 430GWh/j, le volume effectif en 2013 fut en moyenne de seulement 310GWh/j environ.

Au-delà de ces nouvelles obligations d'importation de GNL et de flow commitments réguliers, il pourra s'avérer techniquement nécessaire que le GRT puisse gérer de temps à autre des situations de crise régionale (en circonstances « exceptionnelles » ...comme en Novembre dernier en zone Nord et le 26 Décembre en zone Sud...).

**Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?**

ADISSEO salue déjà l'initiative de la CRE d'avoir mis en place une incitation financière pour GRTgaz à maximiser la capacité ferme commercialisée quotidiennement à la liaison Nord-Sud, et nous sommes favorables dans les circonstances actuelles à significativement intensifier cette incitation financière. Même lorsque sera en place la fusion Nord-Sud que nous appelons de nos vœux, il sera essentiel de conserver un indicateur technique sur la disponibilité physique maximale de cette partie du réseau, de manière à optimiser le système gazier français sur la période transitoire.

ADISSEO fait d'ailleurs remarquer que des capacités importantes de stockage restent inutilisées en France, et qu'elles pourraient donc participer utilement à l'objectif recherché.

Pour le court terme, comme indiqué dans la réponse à la question 6, notre perception est qu'il subsiste encore une marge d'amélioration importante de la disponibilité de la liaison Nord-Sud. En effet si la CRE indique que le taux moyen des capacités Nord-Sud a été de 93% en 2013, cela ne correspond sans doute qu'aux capacités fermes ; rapporté aux capacités totales fermes et interruptibles de 430 GWh/j, le taux d'utilisation n'aura été que de 72%. Il reste donc un potentiel important. Nous demandons donc que :

- d'une part les divers mécanismes (notamment les engagements de flux) prennent en compte l'objectif absolu de réduire le taux d'interruption
- d'autre part soit revue la règle de répartition des capacités interruptibles entre les injections dans les stockages et les transferts de flux Nord->Sud, en acceptant (au moins transitoirement) une hiérarchisation de priorité entre une capacité pour transit Nord-Sud (=besoin immédiat) et une capacité pour injection (=besoin différé à l'hiver suivant).

Au-delà, ADISSEO est a priori favorable au mécanisme d'augmentation de la capacité à la liaison Nord->Sud proposé par la CRE pour le cas où la fusion ne serait pas anticipée, permettant certes -par nature- d'augmenter encore plus le transit Nord-Sud (donc de rapprocher le prix au PEG Sud de son homologue au Nord) et d'autre part de mutualiser les surcoûts transitoires associés. Encore une fois, il va sans dire qu'il faudra absolument éviter tout effet d'aubaine associé, en particulier en s'assurant que les rechargements éventuels de GNL ne puissent être comptabilisés dans les différents schémas réglementés ou régulés qui pourraient être mis en place (il devra être impossible que du GNL déchargé à Fos et rechargé à Montoir ou Dunkerque ne soit pris en compte dans l'obligation d'un opérateur). Il y aura enfin lieu d'assurer que les obligations d'importer du GNL dans le sud (par Décret) fassent l'objet d'un comptage strictement séparé des volumes appelés périodiquement à la liaison Sud->Nord par GRTgaz, de manière que ceux résultant des appels d'offres de ce dernier soient effectivement honorés en sus.

**Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?**

Ainsi qu'exprimé en fin de réponse à la question 6, ADISSEO considère qu'un GRT devra effectivement disposer de moyens de gérer une crise régionale ...par des processus autres que celui utilisé le 26 Décembre 2013... Comme l'expérience a démontré que certaines « situations de crise » peuvent être parfois le résultat de pénuries éventuellement plus ou moins

« organisables », notre recommandation serait de plutôt s'appuyer sur des mesures de types suivants :

- stock de sécurité supplémentaire de GRTgaz
- commercialisation sous forme conditionnelle des capacités fermes restées invendues à l'interconnexion France->Espagne
- développement d'un « marché d'ajustement » gazier faisant appel à de l'effacement de consommation et d'exportation (moyennant rémunération).

**Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?**

Nous prenons note de (et saluons) la pleine prise de conscience par la CRE, comme par les autres Autorités semble-t-il, que « *l'existence de deux prix du gaz très différents en France aurait des conséquences importantes sur le développement économique du pays et l'égalité territoriale* », et que « *le statu quo jusqu'à 2018 comporte des risques importants pour les consommateurs de gaz, en particulier les industriels du sud de la France* », en conséquence de quoi « *certaines des mesures pourraient être mises en œuvre dès 2014* ».

C'est la raison pour laquelle, nous approuvons bon nombre des mesures proposées par la CRE au travers de la présente consultation

Une demande spécifique de ADISSEO reste, pour synthétiser, que les principales mesures soient **décidées et annoncées d'urgence**, au regard des situations à fort risque exprimées récemment par certaines sociétés industrielles consommatrices de gaz dans la moitié Sud, ce risque ayant été exacerbé par les signaux nouveaux introduits au travers des résultats des enchères de Mars.

**Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?**

Encore une fois, l'important à présent est de faire vite (càd de décider rapidement et mettre en application **dès cette année** tout ce qui est pertinent). ADISSEO demande que les études soient effectuées sans délai (en Concertation Gaz, en « table ronde » comme le 27 Février au MEDDE, ou autre mode...), et que les décisions soient prises pour mise en application des principales mesures au plus tard le 1<sup>er</sup> Octobre 2014. Outre le grave problème de compétitivité dans le Sud, il en va aussi, rappelons-le, de la sécurité d'approvisionnement durant l'hiver 2014-2015 qui, statistiquement, a toutes chances d'être moins clément que celui dont nous sortons...

---